



MUTATIONS des cadres B 2014 : ON SE MOQUE DE NOUS TOUS !

A la suite de la publication du projet de mutations, les élus du personnel ont rédigé un tract dénonçant la situation catastrophique des effectifs et exigeant :

- le recrutement immédiat de la totalité des listes complémentaires des concours interne et externe B et C.
- l'anticipation des vacances d'emplois par une augmentation significative du volume de recrutement des concours commun B et C.
- la création de postes à hauteur des besoins des services.
- l'arrêt des suppressions d'emplois
- que toutes les vacances d'emplois soient pourvues dès lors qu'il existe des demandes.

Enfin, dans ce tract l'ensemble des élus de la catégorie B s'est engagé à refuser de siéger tant que l'administration ne leur présentera pas un second projet prenant en compte toutes les demandes de mutation sur des postes vacants.

Depuis et dans la continuité, ils ont formulé une demande d'audience auprès du DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES de la Direction Générale afin d'obtenir des réponses concrètes aux revendications formulées.

Pour toute réponse, l'administration accorde «généreusement» aux élus des personnels une entrevue seulement aujourd'hui, *mardi 03 juin à 14h30, avec le sous directeur des RH. Soit à peine 2 jours avant le début prévu des travaux de la CAP et sans aucune garantie ou information sur le mandat qui sera le sien pour satisfaire les revendications exprimées !*

En effet, pour quelles annonces ?

Pour nous dire que la DG va procéder à l'appel des listes complémentaires C et B ?

Au vu des effectifs (- 2370 C et -1362 B), on ne voit pas comment la DG pourrait faire autrement ! Cela pourrait constituer une bouffée d'oxygène pour les services, mais cela ne règle en rien le problème immédiat du mouvement B au 1^{er} septembre 2014 puisque ces contrôleurs n'arriveront dans les services qu'au 1er septembre 2015 !!!

Trop de collègues n'ont pas obtenu leur mutation et restent sur le carreau alors qu'il existe un nombre très important de chaises vides et d'agents sollicitant ces postes.

ON SE MOQUE DE NOUS ET DE VOUS !!!

Face à cette situation, les élus des organisations syndicales CGT, FO et CFTD refusent de participer à ce simulacre de dialogue social.

**D'un commun accord, ils décident donc
de ne pas se rendre à l'audience de ce jour.**

Ils continuent de revendiquer un nouveau projet plus conforme
aux attentes légitimes de tous les collègues.

**Ils appellent les personnels à signer massivement
la pétition actuellement dans les services.**